

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

16 janvier 2023

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 7 mai 1999
sur les jeux de hasard, les paris,
les établissements de jeux de hasard
et la protection des joueurs et modifiant
la loi du 19 avril 2002 relative
à la rationalisation du fonctionnement
et la gestion de la Loterie Nationale**

Amendements

*Voir:***Doc 55 0384/ (S.E. 2019):**

001: Proposition de loi de MM. Van Hecke et Gilkinet et consorts.

002 et 003: Amendements.

004: Avis de l'Autorité de protection des données.

005: Amendement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

16 januari 2023

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 7 mei 1999
op de kansspelen, de weddenschappen,
de kansspelinrichtingen en de bescherming
van de spelers en tot wijziging
van de wet van 19 april 2002 tot
rationalisering van de werking
en het beheer van de Nationale Loterij**

Amendementen

*Zie:***Doc 55 0384/ (B.Z. 2019):**

001: Wetsvoorstel van de heren Van Hecke en Gilkinet c.s.

002 en 003: Amendementen.

004: Advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

005: Amendement.

08657

N° 13 de M. **Van Hecke et consorts**

Art. 7/1 (nouveau)

Insérer un article 7/1, rédigé comme suit:

“Art. 7/1. Dans l'article 60 de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Sous réserve de l'exception visée à l'alinéa 2, il est interdit aux titulaires d'une licence de proposer des déplacements, des repas, des boissons ou des cadeaux gratuitement ou en dessous des prix pratiqués sur le marché pour des biens et des services comparables. Cette interdiction s'applique également aux participations gratuites à des jeux, aux crédits de jeu et à toute forme d'avantage proposé en vue d'influencer le comportement de jeu des joueurs ou d'attirer ou conserver des joueurs.”

JUSTIFICATION

Les bonus sont aujourd'hui interdits. Dans un arrêt du 6 février 2020, le Conseil d'État a jugé que les bonus doivent être considérés comme une forme de cadeau et, conformément à l'article 60 de la loi sur les jeux de hasard, ne peuvent être offerts à la clientèle d'établissements de jeux de hasard de classe II, III et IV, que ce soit dans le monde réel ou en ligne.

“Si certes l'article 60, précité, a été adopté à un moment où le législateur n'avait pas encore mis en place le système des licences supplémentaires “+”, le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi, à défaut de précision ou d'habilitation législative spécifique, l'interdiction des “cadeaux” ne s'appliquerait également pas aux jeux de hasard et aux paris sous forme digitale.

Des déplacements, des repas, des boissons ou des présents peuvent, en effet, être offerts via, par exemple, des bons électroniques échangeables auprès de prestataires, distincts ou non des opérateurs de jeux de hasard et de paris, réalisant la prestation promise.

La partie adverse ne peut ainsi être suivie lorsqu'elle affirme que la loi du 7 mai 1999, précitée, contient une interdiction d'offrir des bonus dans le monde réel mais pas

Nr. 13 van de heer **Van Hecke c.s.**

Art. 7/1 (nieuw)

Een artikel 7/1 invoegen, luidende:

“Art. 7/1. In artikel 60 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Behoudens de uitzondering bepaald in het tweede lid, is het houders van een vergunning verboden kosteloos verplaatsingen, maaltijden, dranken of geschenken aan te bieden of zulks te doen onder de marktprijs van vergelijkbare goederen en diensten. Dit verbod geldt ook voor gratis speldeelnames, speelgoed en elk voordeel in enigerlei vorm, aangeboden om het spelgedrag van de spelers te beïnvloeden, of om spelers te werven of te behouden.”

VERANTWOORDING

Bonussen zijn vandaag verboden. De Raad van State heeft in een arrest van 6 februari 2020 immers geoordeeld dat bonussen moeten worden gezien als een vorm van geschenken, en volgens artikel 60 van de kansspelwet zodoende niet mogen worden aangeboden aan cliënteel van kansspelinrichtingen klasse II, III en IV, in de reële wereld en online.

“Si certes l'article 60, précité, a été adopté à un moment où le législateur n'avait pas encore mis en place le système des licences supplémentaires “+”, le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi, à défaut de précision ou d'habilitation législative spécifique, l'interdiction des “cadeaux” ne s'appliquerait également pas aux jeux de hasard et aux paris sous forme digitale.

Des déplacements, des repas, des boissons ou des présents peuvent, en effet, être offerts via, par exemple, des bons électroniques échangeables auprès de prestataires, distincts ou non des opérateurs de jeux de hasard et de paris, réalisant la prestation promise.

La partie adverse ne peut ainsi être suivie lorsqu'elle affirme que la loi du 7 mai 1999, précitée, contient une interdiction d'offrir des bonus dans le monde réel mais pas

dans le monde virtuel. Au vu de la généralité des termes de l'article 60 et de la circonstance qu'il n'a pas été modifié par la loi du 10 janvier 2010, pour soustraire les jeux en ligne de son champ d'application, il y a lieu d'appliquer l'interdiction des "cadeaux" à l'ensemble des jeux de hasard exploités, en ligne ou hors ligne, dans les établissements des classes II, III et IV et de tolérer une exception pour les jeux de hasard exploités dans les établissements de classe I."

Dans la pratique, il s'avère néanmoins que des opérateurs de jeux continuent à offrir des bonus. Ils le font parce qu'à l'heure actuelle, la définition légale de ce qui constitue un bonus n'est pas claire. Elle ne précise notamment pas si les participations gratuites à des jeux et les crédits de jeu tombent ou non sous le coup de cette interdiction.

Le présent amendement vise à mettre fin à cette ambiguïté en disposant explicitement que les participations gratuites aux jeux et les crédits de jeu sont interdits, de même que tout avantage, sous quelque forme que ce soit, proposé dans le but d'influencer le comportement de jeu des joueurs ou d'attirer ou conserver des joueurs.

Aux Pays-Bas, une définition similaire est utilisée: "bonus": un bien ou un service, y compris un crédit de jeu gratuit, offert pour attirer ou conserver des joueurs pour les jeux de hasard autorisés ou pour faire de la publicité pour ces jeux" (traduction) (<https://zoek.officielebekendmakingen.nl/stb2021-37.html>).

Le texte précise encore qu' "[U]n bonus est, par exemple, un crédit de jeu gratuit accordé lors de l'inscription comme joueur en ligne ou un doublement des gains en argent. Les bonus ne font pas partie du jeu de hasard et de la logique du jeu". (traduction)

La même logique devrait être appliquée chez nous.

Il faut notamment entendre par bonus (cf. position publique relative à l'application de l'arrêté royal du 25 octobre 2018 relatif aux modalités d'exploitation des jeux de hasard et des paris exploités au moyen des instruments de la société de l'information, 11 décembre 2019):

— l'octroi de parties gratuites, même si aucune somme d'argent n'y est liée;

— un facteur multiplicateur sur les gains de la première partie;

— un risque réduit pour le joueur en cas de perte;

dans le monde virtuel. Au vu de la généralité des termes de l'article 60 et de la circonstance qu'il n'a pas été modifié par la loi du 10 janvier 2010, pour soustraire les jeux en ligne de son champ d'application, il y a lieu d'appliquer l'interdiction des "cadeaux" à l'ensemble des jeux de hasard exploités, en ligne ou hors ligne, dans les établissements des classes II, III et IV et de tolérer une exception pour les jeux de hasard exploités dans les établissements de classe I."

In de praktijk blijkt echter dat kansspeloperatoren bonussen blijven aanbieden. Zij doen dat omdat de wettelijke omschrijving van wat een bonus is, vandaag niet duidelijk is. Zo is het bijvoorbeeld onduidelijk of gratis speldeelnames en speelgoed al dan niet onder dit verbod vallen.

Dit amendement wil komaf maken met die onduidelijkheid, door expliciet te bepalen dat gratis speldeelnames en speelgoed verboden zijn, net elk voordeel in enigerlei vorm aangeboden om het spelgedrag van de spelers te beïnvloeden of om spelers te werven of te behouden.

In Nederland wordt een gelijkaardige definitie gehanteerd: "bonus: een goed of een dienst, waaronder gratis speelgoed, aangeboden om spelers voor de vergunde kansspelen te werven of te behouden of om reclame voor die kansspelen te maken" (<https://zoek.officielebekendmakingen.nl/stb-2021-37.html>).

Daarbij wordt verduidelijkt: "Een bonus is bijvoorbeeld gratis speelgoed bij inschrijving als onlinespeler of een verdubbeling van gewonnen geldprijzen. Bonussen maken geen onderdeel uit van het kansspel en de spellogica."

Dezelfde logica dient hier te worden toegepast.

Als bonus moet onder meer worden begrepen (cfr. openbaar standpunt betreffende de toepassing van het koninklijk besluit van 25 oktober 2018 betreffende de voorwaarden voor het uitbaten van kansspelen en weddenschappen via informatiemaatschappij-instrumenten, 11 december 2019):

— het toekennen van gratis speelbeurten, ook al wordt hier geen geldbedrag aan gekoppeld;

— een vermenigvuldigingsfactor op de winst uit de eerste speelbeurt;

— een verminderd risico voor de speler bij verlies;

— un système par lequel le versement fait par les utilisateurs sur le site web est multiplié par un facteur qui dépend du montant que le joueur a déjà misé par le passé; et

— un crédit de jeu qui est attribué comme prix dans un concours dans le monde physique.

Les taux de redistribution des jeux ne sont pas considérés comme un avantage. Il est inhérent à un jeu de hasard que le gain augmente à mesure que le risque pris est plus important. Ces taux minimaux sont réglés par voie d'arrêté royal (conformément à l'article 8 de la loi sur les jeux de hasard) et sont liés aux conditions de jeu du jeu automatique proprement dit; en d'autres termes, ils s'appliquent à tout le monde ou à personne. Il s'agit d'une modalité technique qui ne peut pas être modifiée de manière temporaire.

— een systeem waarbij de storting die gebruikers op de website doen vermenigvuldigd wordt met een factor die afhankelijk is van het bedrag dat de speler in het verleden al heeft ingezet; en

— speelkrediet dat wordt uitgereikt als prijs voor een wedstrijd in de fysieke wereld.

De herverdelingspercentages van spelen worden niet gezien als een voordeel. Het is eigen aan een kansspel dat de winst groter is naarmate men meer risico neemt. Deze minimumpercentages worden geregeld bij koninklijk besluit (overeenkomstig artikel 8 van de kansspelwet) en zijn verbonden aan de spelvoorwaarden van het automatisch spel zelf, met andere woorden ofwel geldt dit voor iedereen ofwel voor niemand. Het betreft een technische nadere regeling die niet zomaar tijdelijk kan worden gewijzigd.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen)
Khalil Aouasti (PS)
Philippe Goffin (MR)
Els Van Hoof (cd&v)
Katja Gabriëls (Open Vld)
Melissa Depraetere (Vooruit)
Olivier Vajda (Ecolo-Groen)

N° 14 de M. **Van Hecke et consorts**

Art. 8

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 8. L’article 61, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 7 mai 2019, est remplacé par ce qui suit:

“Il est interdit de faire de la publicité pour les jeux de hasard, sauf dans les cas expressément autorisés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Pour l’application de l’alinéa 2, on entend par “publicité”, toute forme de communication qui vise directement ou indirectement à faire la promotion de jeux de hasard ou à inciter aux jeux de hasard, quels que soient le lieu, les moyens de communication appliqués ou les techniques utilisées. L’apposition de la marque ou du logo, ou des deux est également considérée comme de la publicité.”.

JUSTIFICATION

La publicité pour les jeux de hasard est omniprésente à la télévision, à la radio, dans les médias sociaux et dans la rue. Une telle publicité n’est pas sans danger pour la santé publique et la société.

La publicité pour les jeux de hasard a au moins 3 effets importants:

1. la publicité joue un rôle important dans le recrutement de nouveaux joueurs;
2. la publicité influence le comportement de jeu et incite les joueurs à jouer plus intensément;
3. la publicité augmente la probabilité de rechute chez les joueurs présentant une dépendance au jeu.

En outre, la publicité normalise les jeux d’argent dans la société. Par le biais de la publicité, les jeux d’argent sont présentés comme un comportement socialement et

Nr. 14 van de heer **Van Hecke c.s.**

Art. 8

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 8. Artikel 61, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 7 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Het is verboden reclame te maken voor kansspelen, behalve in de gevallen die uitdrukkelijk door de Koning worden toegestaan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Voor de toepassing van het tweede lid, wordt verstaan onder “reclame”, elke vorm van communicatie die rechtstreeks of onrechtstreeks tot doel heeft om kansspelen te promoten of aan te zetten tot gokken, ongeacht de plaats, de aangewende communicatiemiddelen of de gebruikte technieken. Het aanbrengen van de merknaam of het logo of de twee wordt eveneens als reclame beschouwd.”.

VERANTWOORDING

Reclame voor kansspelen is alomtegenwoordig, zowel op TV, Radio, kranten, tijdschriften, sociale media, maar ook in het straatbeeld. Dergelijke reclame is niet zonder gevaar voor de volksgezondheid en de maatschappij.

Reclame voor kansspelen heeft minstens drie belangrijke effecten:

1. reclame speelt een belangrijke rol bij het werven van nieuwe spelers;
2. reclame beïnvloedt het gokgedrag en zet spelers aan tot meer intensief speelgedrag;
3. reclame verhoogt de kans op terugval bij gokverslaafden.

Daarnaast zorgt reclame voor een normalisering van gokken in de samenleving. Door de reclame wordt gokken voorgesteld als sociaal en cultureel aanvaard gedrag

culturellement acceptable et une activité de loisirs légitime. Cette situation est préjudiciable aux groupes plus vulnérables tels que les mineurs, les jeunes et les personnes dépendantes des jeux d'argent.

Une étude de 2013 sur la relation entre les politiques nationales en matière de jeux de hasard et la prévalence des troubles associés aux jeux de hasard en Europe a révélé qu'il existait une relation statistiquement significative entre la politique en matière de jeux de hasard et la prévalence. Le pourcentage des troubles subcliniques associés aux jeux de hasard était plus élevé dans les milieux qui prescrivaient une réglementation moins stricte de la publicité pour les jeux de hasard (en ligne).

Une étude belge (rapport AB-REOC "(Online) gokken Nieuwe kansen, nieuwe bedreigingen", Jan Velghe, 2017) montre que 74 % des Belges pensent que la publicité incite les gens à jouer à des jeux de hasard. 54 % des Belges pensent que la publicité incite les gens à avoir une opinion plus positive des jeux de hasard (acceptation). En outre, 11 % des Belges n'ayant participé d'aucune manière à des jeux de hasard dans le passé déclarent qu'en raison de l'influence de la publicité, ils aimeraient y jouer à l'avenir. Chez les étudiants, ce chiffre s'élève à 14,8 %, chez les 25-34 ans à 17,3 % et chez les demandeurs d'emploi même à 28,9 %.

En outre, cette recherche montre que plus la pratique de jeu est intensive, plus les joueurs sont influencés par les messages publicitaires. 56 % des joueurs intensifs ont joué davantage après s'être vu offrir un bonus, 46 % après avoir reçu un courriel d'une société de jeux de hasard et 39 % après avoir regardé des publicités sur les jeux de hasard. Environ un joueur sur trois est influencé dans sa pratique du jeu par la publicité sur les panneaux d'affichage ou les affiches ou par la publicité pendant qu'il regarde un match.

Dans son rapport n° 9396 sur les troubles liés au jeu (2017), le Conseil supérieur de la santé a recommandé l'interdiction des publicités pour les jeux de hasard afin de réduire le risque de jeu problématique. Selon les conclusions de ce rapport, il est essentiel de réduire l'acceptation des jeux de hasard, notamment pour les jeunes. Selon le Conseil supérieur de la santé, la publicité joue un rôle important dans l'acceptation et la normalisation des jeux de hasard et devrait donc être interdite.

Bien que de nombreuses raisons justifient une interdiction totale de la publicité, une telle interdiction comporte également des risques. La politique des jeux de hasard en Belgique est basée sur l'idée de canalisation. Cela signifie qu'il n'est permis de participer qu'à des jeux de hasard autorisés par le

en une légitime vrijetijdsbesteding. Dit is nefast voor de meer kwetsbare groepen, zoals minderjarigen, jongeren en gokverslaafden.

Onderzoek uit 2013 naar het verband tussen nationaal gokbeleid en de prevalentie van verstoord gokgedrag in Europa heeft aangetoond dat er een statistisch significant verband is tussen gokbeleid en prevalentie. Het percentage subklinisch verstoord gokgedrag was hoger in omgevingen die minder strenge regulering van reclame voor (online) gokken voorschreven.

Uit een Belgisch onderzoek (AB-REOC-rapport "(Online) gokken Nieuwe kansen, nieuwe bedreigingen", Jan Velghe, 2017) blijkt dat 74 % van de Belgen van mening is dat reclame mensen aanzet tot gokken. 54 % van de Belgen gelooft dat reclame mensen positiever doet denken over gokken (aanvaarding). Meer nog: 11 % van de Belgen die op geen enkele manier deelnamen aan kansspelen, zegt dat ze door de invloed van reclame in de toekomst toch wel eens een gokje willen wagen. Bij studenten loopt dat op tot 14,8 %, bij 25- tot 34-jarigen tot 17,3 % en bij werkzoekenden zelfs tot 28,9 %.

Bovendien blijkt uit dit onderzoek dat hoe intensiever het gokgedrag, hoe vaker spelers zich laten beïnvloeden door reclameboodschappen. 56 % van de intensieve spelers gokt meer naar aanleiding van een bonus die hen werd aangeboden, 46 % na een email van een gokbedrijf en 39 % nadat ze gokreclame hadden bekeken. Ongeveer één op de drie gokkers laat zijn gokgedrag beïnvloeden door reclame op billboards of affiches of reclame tijdens het bekijken van een wedstrijd.

De rapport van de Hoge Gezondheidsraad (nr. 9396) adviseerde over gokstoornissen (2017) tot een verbod op gokreclame om het risico op problematisch gokken te verkleinen. Volgens de conclusies van dit rapport is het essentieel en de aanvaarding van gokken, in het bijzonder voor jongeren, te verminderen. Volgens de Hoge Gezondheidsraad speelt reclame een belangrijke rol in de aanvaarding en normalisering van gokken en moet daarom worden verboden.

Hoewel er tal van redenen zijn voor een totaal verbod op reclame, zijn er ook risico's verbonden aan zo'n totaalverbod. Het kansspelbeleid in België stoelt op de kanalisatiegedachte. Dit betekent dat het enkel is toegestaan om deel te nemen aan kansspelen die door de wetgever zijn toegestaan en die een

législateur et ayant obtenu une licence. La crainte qu'une interdiction totale pousse les joueurs vers le marché illégal n'est donc pas totalement infondée. Une forme limitée de publicité est donc acceptable pour garantir que les opérateurs de jeux de hasard agréés puissent encore se faire connaître. En vertu de l'article 61 de la loi actuelle sur les jeux de hasard, le Roi peut déjà déterminer les règles de publicité pour les jeux de hasard. Néanmoins, pour des raisons de sécurité juridique, il est important d'inscrire l'interdiction de la publicité pour les jeux d'argent dans la loi sur les jeux de hasard et de permettre au Roi de prévoir certaines exceptions à cette interdiction. Ce n'est que de cette manière qu'une suppression progressive de la publicité pour les jeux de hasard est possible.

La définition de la publicité couvre les communications qui font la promotion des produits de jeux de hasard et de l'image du titulaire de licence, ainsi que toute communication visant à inciter les joueurs à jouer. Il peut, par exemple, également s'agir de spots publicitaires qui ne font pas la promotion de produits concrets et dont le seul but est de donner une image positive des opérateurs de jeux et des jeux de hasard en général. L'apposition de la marque et/ou du logo sur des vêtements de sport ou dans les lieux où un sport est pratiqué est également considérée comme une publicité visant à promouvoir l'image de marque. Ce type de publicité normalise les jeux de hasard dans la société et est particulièrement dangereuse pour les groupes vulnérables, tels que les mineurs. Des études montrent en effet qu'environ un joueur sur trois est influencé dans sa pratique du jeu par la publicité sur les panneaux d'affichage ou les affiches ou par la publicité pendant qu'il regarde un match. Il peut par exemple également s'agir de communications visant à encourager les joueurs à augmenter leur limite de jeu en ligne, à effectuer des dépôts supplémentaires sur leur compte, à redéployer les gains, etc. En effet, ces communications encouragent les jeux de hasard. En outre, une étude belge montre que 46 % des joueurs ont été influencés dans leur pratique du jeu par un courriel d'une société de jeux de hasard.

vergunning hebben bekomen. De vrees dat spelers door een totaal verbod naar de illegale markt zullen worden geleid, is dus niet geheel ongegrond. Een beperkte vorm van reclame is dus aanvaardbaar om ervoor te zorgen dat de vergunde kansspeloperatoren nog naamsbekendheid kunnen verwerven.

Overeenkomstig artikel 61 van de huidige kansspelwet kan de Koning reeds de regels bepalen voor de reclame op kansspelen. Toch is het voor de rechtszekerheid belangrijk om het verbod op gokreclame in de kansspelwet in te schrijven en aan de Koning toe te staan om hierop enkele uitzonderingen te bepalen. Enkel zo is een geleidelijke afbouw van de gokreclame mogelijk.

De definitie van reclame richt zich tot communicaties die kansspelproducten promoten, het imago van de vergunninghouder bevorderen, maar ook tot elke communicatie die erop gericht is om spelers aan te zetten tot spelen. Zo kan het bijvoorbeeld ook gaan om imagospots waarbij geen concrete producten worden aangeprezen en die louter tot doel hebben om het imago van de kansspeloperatoren en de kansspelen in het algemeen positief in beeld te brengen. Ook het aanbrengen van de merknaam en/of logo op sportkledij of op de plaatsen waar de sport wordt beoefend, wordt beschouwd als imagoreclame. Dergelijke imagoreclame zorgt voor het normaliseren van het gokken in de samenleving en is vooral voor de kwetsbare groepen, zoals minderjarigen, gevaarlijk. Uit onderzoek blijkt immers dat één op de drie gokkers zijn gokgedrag laat beïnvloeden door reclame op billboards of affiches of reclame tijdens het bekijken van een wedstrijd. Het kan eveneens gaan om bijvoorbeeld communicaties die tot doel hebben om spelers aan te zetten om hun online speellimiet te verhogen, bijkomende stortingen te doen op de spelersaccount, de winsten opnieuw in te zetten, e.a. Deze communicaties zetten immers aan tot gokken. Bovendien blijkt uit Belgisch onderzoek dat 46 % van de gokkers zijn gokgedrag laat beïnvloeden na een email van een gokbedrijf.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen)
 Khalil Aouasti (PS)
 Philippe Goffin (MR)
 Els Van Hoof (cd&v)
 Katja Gabriëls (Open Vld)
 Melissa Depraetere (Vooruit)
 Olivier Vajda (Ecolo-Groen)

N° 15 de M. **Van Hecke et consorts**
(sous-amendement à l'amendement n° 7)

Art. 9

Dans l'article 62, § 2, proposé, apporter les modifications suivantes:

1° compléter l'alinéa 1^{er} par la phrase suivante:

“À chaque visite de la personne concernée, une photographie de cette personne est prise et conservée dans le registre.”;

2° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, insérer deux alinéas rédigés comme suit :

“La finalité de ce registre est de permettre à la commission de vérifier a posteriori si les consultations du système de traitement des informations visé à l'article 55 ont bien été réalisées en ce qui concerne les joueurs qui fréquentent les établissements de jeux de hasard de classe I, II, ou un établissement de jeux de hasard fixe ou mobile de classe IV.

Les données à caractère personnel inscrites dans le registre sont conservées pendant dix ans à dater de la dernière activité de jeu de la personne concernée.”;

3° dans l'alinéa 3, devenant l'alinéa 5, remplacer les mots “pendant au moins cinq ans” par les mots “pour une durée de dix ans au maximum”.

JUSTIFICATION

Ce sous-amendement modifie l'amendement n° 7 afin qu'il tienne compte de la modification entre-temps apportée à l'article 62 de la loi sur les jeux de hasard. Cet article a été modifié par la loi du 30 juillet 2022 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II.

Concrètement, trois modifications ont alors été apportées à l'article 62 de la loi sur les jeux de hasard :

Nr. 15 **Van Hecke c.s.**
(subamendement op amendement nr. 7)

Art. 9

In het voorgestelde artikel 62, § 2, de volgende wijzigingen aanbrengen:

1° het eerste lid aanvullen met de volgende zin:

“Bij elk bezoek van de betrokken persoon wordt een foto van die persoon genomen en bewaard in het register.”;

2° tussen het eerste lid en het tweede lid, de volgende twee leden invoegen, luidende:

“De doelstelling van dit register is de commissie in staat te stellen a posteriori na te gaan of de raadplegingen van het systeem van informatieverwerking, bedoeld in artikel 55, wel degelijk gedaan zijn met betrekking tot de spelers die kansspelinrichtingen klasse I, II of een vaste of mobiele kansspelinrichting klasse IV bezoeken.

De persoonsgegevens die opgenomen zijn in het register worden bewaard gedurende een termijn van tien jaar, te rekenen vanaf de laatste deelneming aan een kansspel door de betrokkene.”;

3° in het derde lid, dat het vijfde lid wordt, de woorden “gedurende ten minste vijf jaar” vervangen door de woorden “gedurende een termijn van maximum tien jaar”.

VERANTWOORDING

Dit subamendement past amendement 7 aan, opdat het rekening houdt met het intussen gewijzigde artikel 62 van de kansspelwet. Dat werd aangepast door de wet van 30 juli 2022, om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II.

Concreet werden toen drie wijzigingen doorgevoerd aan artikel 62 van de kansspelwet:

1° l'alinéa 1^{er} a été complété par la phrase suivante :

“À chaque visite de la personne concernée, une photographie de cette personne est prise et conservée dans le registre.”;

2° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, deux alinéas rédigés comme suit ont été insérés :

“La finalité de ce registre est de permettre à la commission de vérifier a posteriori si les consultations du système de traitement des informations visé à l'article 55 ont bien été réalisées sur les joueurs qui fréquentent les établissements de jeux de hasard de classe I, II, ou d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV.

Les données à caractère personnel inscrites dans le registre sont conservées pendant une période de dix ans à dater de la dernière activité de jeu de la personne concernée.”;

3° dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots “pendant au moins cinq ans” ont été remplacés par les mots “pour une durée de maximum dix ans”.

Ces modifications sont intégrées dans l'amendement n° 7, qui modifie la structure de l'article 62 proposé.

1° het eerste lid werd aangevuld met de volgende zin:

“Bij elk bezoek van de betrokken persoon wordt een foto van die persoon genomen en bewaard in het register.”;

2° tussen het eerste en het tweede lid werden twee leden ingevoegd, luidende:

“De doelstelling van dit register is de commissie in staat te stellen *a posteriori* na te gaan of de raadplegingen van het systeem van informatieverwerking, bedoeld in artikel 55, wel degelijk gedaan zijn met betrekking tot de spelers die kansspelinrichtingen klasse I, II of een vaste kansspelinrichting klasse IV bezoeken.

De persoonsgegevens die opgenomen zijn in het register worden bewaard gedurende een termijn van tien jaar, te rekenen vanaf de laatste deelneming aan een kansspel door de betrokkene.”;

3° in het vroegere derde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden “gedurende ten minste vijf jaar” vervangen door de woorden “gedurende een termijn van maximum tien jaar”.

Deze wijzigingen worden geïntegreerd in amendement 7, dat de structuur van het voorgestelde artikel 62 herwerkt.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen)
 Khalil Aouasti (PS)
 Philippe Goffin (MR)
 Els Van Hoof (cd&v)
 Katja Gabriëls (Open Vld)
 Melissa Depraetere (Vooruit)
 Olivier Vajda (Ecolo-Groen)

N° 16 de M. **Van Hecke et consorts**

Art. 10

Remplacer l'intitulé du chapitre 3 par ce qui suit:

“Chapitre 3. Disposition transitoire”.

Nr. 16 van de heer **Van Hecke c.s.**

Art. 10

Het opschrift van hoofdstuk 3 vervangen als volgt:

“Hoofdstuk 3. Overgangsbepaling”.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen)
Khalil Aouasti (PS)
Philippe Goffin (MR)
Els Van Hoof (cd&v)
Katja Gabriëls (Open Vld)
Melissa Depraetere (Vooruit)
Olivier Vajda (Ecolo-Groen)

N° 17 de M. **Van Hecke et consorts**

Art. 10

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 10. Les arrêtés pris en exécution de l’article 61, alinéa 2, tel qu’il était d’application avant l’entrée en vigueur de la présente loi, restent d’application tels qu’ils étaient en vigueur le jour précédent l’entrée en vigueur de la présente loi jusqu’à ce qu’ils soient remplacés par un nouvel arrêté pris en exécution de l’article 61, alinéa 2, tel que modifié par la présente loi.”

JUSTIFICATION

Afin que l’arrêté royal pris en exécution de l’actuel article 61, alinéa 2, reste applicable après la modification de la loi, une disposition transitoire est nécessaire. Ainsi, les dispositions contenues dans cet arrêté royal resteront d’application jusqu’à ce que le Roi fixe de nouvelles règles.

Nr. 17 van de heer **Van Hecke c.s.**

Art. 10

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 10. De besluiten genomen in uitvoering van artikel 61, tweede lid, zoals het gold vóór de inwerkingtreding van deze wet, blijven van kracht zoals ze van toepassing waren op de dag voor de inwerkingtreding van deze wet totdat ze worden vervangen door een nieuw besluit ter uitvoering van artikel 61, tweede lid, zoals gewijzigd bij deze wet.”

VERANTWOORDING

Om ervoor te zorgen dat het koninklijk besluit ter uitvoering van huidige artikel 61, tweede lid, van toepassing blijft na de wijziging van de wet, is een overgangsbepaling nodig. De bepalingen van dit koninklijk besluit blijven dus van toepassing totdat de Koning nieuwe regels vaststelt.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen)
 Khalil Aouasti (PS)
 Philippe Goffin (MR)
 Els Van Hoof (cd&v)
 Katja Gabriëls (Open Vld)
 Melissa Depraetere (Vooruit)
 Olivier Vajda (Ecolo-Groen)